



# FRANCE

## Le gouvernement vante les résultats du plan « 1 jeune, 1 solution »

**Avec plus d'un million d'embauches en CDI ou CDD de plus de trois mois ou encore un demi-million de contrats d'apprentissage, le gouvernement estime que le plan « 1 jeune 1 solution » tient ses promesses.**

**Alain Ruello**  
@AlainRuello

Plus d'un million d'embauches de septembre à décembre, peu ou prou autant que sur les mêmes périodes de 2019 et 2018. Un demi million de contrats d'apprentissage signés sur toute l'année dernière, un record absolu. Ou encore 600.000 entrées dans un parcours d'accompagnement pour les plus en difficultés d'entre eux. Pour le ministère du Travail, ces quelques chiffres démontrent la réussite du plan « 1 jeune 1 solution » lancé à l'été dernier pour que les moins de 26 ans ne restent pas sur le carreau. Il est toutefois encore un peu tôt pour juger du succès du dispositif, d'autant que ces chiffres ne disent pas tout, souligne Eric Heyer, économiste à l'OFCE.

Conscient dès le printemps que les jeunes risquaient d'être les premières victimes de la crise, l'exécutif a mis le paquet. Jusqu'à la fin mars, les employeurs peuvent toucher jusqu'à 4.000 euros pour toute embauche en CDI ou en CDD de plus de trois mois, ou le double en apprentissage. Le nombre de places en Garanties jeunes a été porté de 100.000 à 200.000, tandis que des milliers de formations sur des métiers porteurs ont été ouvertes.

**Effet d'aubaine et d'éviction**  
Pour Eric Heyer, la réponse, a priori, est à la hauteur s'agissant des 700.000 à 800.000 jeunes qui cherchent leur premier emploi. A deux bémols près. L'histoire montre que chercher son premier travail en pleine crise se paye pour les plus qualifiés par une dégradation de la qualité de l'emploi et qu'ils risquent d'en garder les stigmates longtemps (premier CDI plus tard ou salaire de démarrage bas).

### Pour les non qualifiés, c'est encore plus dur.

Pour les non qualifiés, c'est encore plus dur. « Sans oublier les très forts effets d'aubaine (embauche qui aurait eu lieu sans les primes) ou d'éviction (au détriment des plus de 26 ans) », ajoute Anne Eydoux, maîtresse de conférences en économie au Cnam pour qui le plan « 1 jeune 1 solution » aurait dû mettre l'accent sur les emplois publics.

Le tableau n'est pas complet car aux primo-accédants sur le marché du travail il faut ajouter les jeunes qui financent leurs études – ils sont estimés à 150.000 – via des petits jobs. La fermeture des cafés et restaurants et autres sources de ces emplois va de pair avec une augmentation de leur précarité. Et puis, il y a toutes celles et tous ceux que la crise a rattrapés alors qu'ils travaillaient, les jeunes occupant souvent des contrats courts.

Laminés par le premier confinement, ces contrats courts ont repris de la vigueur par la suite avec, là encore, un risque d'éviction par rap-

port à des jeunes tout juste diplômé. « A niveau d'études identique, avoir passé un an au chômage est pénalisant vis-à-vis d'un employeur », souligne Eric Heyer. Quid enfin, des difficultés à trouver un stage ?

Malgré les moyens déployés par l'exécutif, il faudra donc attendre encore pour savoir si l'arsenal des mesures déployées ont atteint en grande partie ou non leur but. « Cela ne se joue pas uniquement à court terme, ajoute Yannick Lhorty, professeur à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée. A un moment donné il faudra réduire la voilure des aides ». ■

